



fICHE 1

les partages socio-culturels pré-dessinés et leur bouleversement

G. Jeanmart et D. Pieret

«On appelle généralement du nom de politique, l'ensemble des processus par lesquels s'opèrent l'agrégation et le consentement des collectivités, l'organisation des pouvoirs, la distribution des places et fonctions et les systèmes de légitimation de cette distribution. Je propose de donner un autre nom à cette distribution et au système de ces légitimations. Je propose de l'appeler police. (...) La police est, en son essence, la loi, généralement implicite, qui définit la part ou l'absence de part des parties. (...) c'est un ordre du visible et du dicible qui fait que telle activité est visible et telle autre pas, que telle parole est entendue comme un discours et telle autre comme du bruit. (...) Je propose maintenant de réserver le nom de politique à une activité bien déterminée et antagonique à la première: celle qui rompt la configuration sensible où se définissent les parties et les parts ou leur absence (...). L'activité politique (...) fait voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, fait entendre un discours là où seul du bruit avait son lieu, fait entendre comme discours ce qui n'était entendu que comme du bruit».

(Rancière, La méésentente. Politique et philosophie. 1995, Paris, Galilée, p. 51-53).

Police et politique

Rancière appelle «police» ce que l'on appelle généralement la politique : les institutions, les procédures et le dispositif social de distribution des places et d'institution des clivages et des clichés sociaux. La police est le mode d'être-ensemble qui met chaque corps à sa place, dans sa fonction, selon les propriétés qu'on lui attribue, dans la plénitude de ce qu'il est. Le travailleur travaille, la femme au foyer s'occupe du ménage et des enfants, le chômeur chôme, tout est à sa place et les vaches sont bien gardées. La police est ce qui fait que chacun est en quelque sorte assigné à résidence et se comporte comme son identité sociale veut qu'il se comporte. La police rend évidentes les hiérarchies et perceptibles tous les partages entre maîtres et élèves, supérieurs et subordonnés, bienfaiteurs et victimes. Par ses découpages de la société, la police organise aussi l'ordre du visible c'est-à-dire de ce qui est valorisé culturellement et socialement : elle donne à voir et à entendre un certain nombre de gestes et de paroles, maintenant dans l'ombre et le silence ce qui est considéré comme sans valeur. Certains discours sont considérés a priori comme valables et rationnels, utiles donc aux débats de société alors que d'autres sont considérés toujours a priori comme du bruit. Sont alors par excellence «politiques» (au sens que Rancière donne à ce terme) les mouvements qui contestent les partages établis et redonnent un statut à la parole de ceux que ces partages situent du côté de l'ignorance, de l'inculture et de la voix muette ou sans poids. L'activité politique s'applique toujours à un ordre policier, à une configuration du sensible qu'elle vient modifier. Elle confronte la logique de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui, c'est-à-dire la logique de l'absence de fondement, de l'absence de légitimité à toute domination, avec celle de l'ordre policier qui organise cette domination.

«La subversion: c'est sortir du cliché que t'as dans la tête, celui qui passe sur TF1, qui te dit que t'es arabe, que t'as donc une casquette à l'envers et que quand t'as les nerfs, tu crames une bagnole. Comment ? En expliquant l'histoire politique qui a conduit Rachid à naître ici : l'histoire de l'immigration, du capitalisme qui avait besoin de main-d'œuvre. La solution, c'est l'éducation et l'instruction.»

(témoignage d'un membre d'Albalianza)

la démocratie grecque

La politique, au sens que Rancière donne à ce nom, s'oppose à ce que nous nommons traditionnellement «politique» ; de la même façon, elle peut s'opposer à ce que nous appelons «démocratie». Ainsi, Rancière considère que la démocratie grecque, avant d'incarner la mise en place au V^e siècle avant notre ère en Occident d'une politique de l'égalité, a été une opération de police : elle reposait sur un partage fondateur pour elle entre citoyens et non-citoyens et l'égalité n'existait que sur base de cette inégalité fondamentale. Les femmes, les esclaves et les étrangers (90% de la population²) étaient exclus de la communauté appelée à diriger parce qu'ils étaient considérés comme incapables d'y participer de façon intelligente et raisonnée. C'est autour de la parole que s'est jouée cette exclusion. Le point commun entre ces trois catégories de non-citoyens est ce qui les met à l'écart du peuple : ils ne possèdent pas le *logos* (qui signifie à la fois langage et raison) mais seulement la *phônè* (la voix, considérée comme une manifestation des émotions). Les hommes et les autres animaux ont une voix qui exprime la douleur et le plaisir, mais la voix n'est qu'un bruit non articulé qui ne manifeste rien de l'ordre du juste et de l'injuste :

2 Il s'agit là d'une pure conjecture, sur laquelle les spécialistes s'accordent cependant.

«[...] seul parmi les animaux, l'homme a un langage (logos). Certes la voix (phônè) est le signe du douloureux et de l'agréable, aussi la rencontre-t-on chez les animaux; leur nature, en effet, est parvenue jusqu'au point d'éprouver la sensation du douloureux et de l'agréable et de se les signifier mutuellement. Mais le langage existe en vue de manifester l'avantageux et le nuisible, et par suite aussi le juste et l'injuste.»

(Aristote, Les politiques, I, 2, 1253 a 10-11).

Or, ce qui caractérise les esclaves dans la démocratie grecque, c'est qu'ils ont le logos «sous la seule forme de la compréhension, non de la possession». On considère communément qu'ils peuvent recevoir des ordres, les comprendre et les exécuter mais qu'ils ne peuvent en donner parce qu'ils ne sont pas raisonnables et ne sont donc pas aptes à distinguer le juste et l'utile. Il en va de même pour les femmes et pour les étrangers, les «barbares» dont l'étymologie indique leur exclusion de la langue grecque : *barbaroi*, «ceux qui parlent par onomatopées», comme des animaux.

La répartition des parts se fait dans cette démocratie originale avant tout selon la distinction *logos-phônè*, qui recoupe celle entre raison et émotion. La parole des «sans part» de la démocratie grecque n'est pas comptée comme parole, elle est rejetée dans l'animalité, entendue comme bruit, et par conséquent, inapte à dire le juste ou l'injuste.

Ce que Rancière veut montrer, c'est que le *logos*, loin de fonder la politique, est l'enjeu même du litige qui est au cœur de la démocratie. Sous l'apparente évidence du *logos* comme condition de possibilité de la communauté politique, il y a le conflit pour le *logos*, pour la reconnaissance d'une part des sans-part et de la parole qu'ils portent.

Et nous ?

«Ce que je considère comme véritablement démocratique, c'est de donner la parole à tous et pas seulement à ceux qui sont supposés savoir. On ne demande habituellement pas à une série de gens ce qu'ils pensent, parce qu'ils ne sont pas des intellectuels – ceux-ci peut-être, disent-ils trop ce qu'ils pensent. Or, demander ce qu'ils pensent à ceux qui ne sont pas des intellectuels ayant automatiquement 'voix au chapitre', c'est aussi leur donner droit à la parole.»

(Témoignage d'une bibliothécaire)

Il est tentant de rejeter la démocratie grecque à son antiquité pour valoriser la nôtre par contraste. Mais est-elle si différente ? Que penser, par exemple, de la tendance très manifeste des médias à employer le terme «grogne» en cas de grève ? On dira ainsi que telle décision suscite la «grogne des travailleurs». On pourra même sentir poindre cette grogne, lorsque les revendications des travailleurs seront appelées «symptômes» d'un «malaise». Ces mots que l'on ne remarque plus tant ils font partie du vocabulaire journalistique employé pour traiter les conflits sociaux ont pour effet subliminal de renvoyer la parole de ces sans-part au beuglement et les acteurs eux-mêmes au statut animal de ceux qui ne peuvent exprimer que leur douleur. Il ne s'agit pas seulement de dire alors que par là, leurs revendications ne sont pas entendues mais qu'avant tout, leur parole ne peut être entendue parce qu'elle ne peut par principe ou par postulat rien manifester de l'ordre du juste et de l'injuste. Leur parole ne peut être entendue parce qu'elle n'est pas *logos*, elle n'est que *phônè*.

Ainsi, le problème n'est pas d'abord de savoir si les gens sont bien ou mal traités, si leurs revendications sont justifiées ou non, il est d'abord de savoir s'ils sont comptés comme sujets politiques, c'est-à-dire s'ils sont considérés socialement comme doués de parole.

Plus largement, dans la conception de la politique que Rancière développe, l'activité politique n'est pas constante ; elle est même plutôt rare. Le scrutin électoral tel qu'il se passe est de l'ordre de la police : certaines personnes ont la parole, certaines choses peuvent être dites et pensées et il n'y a là guère de place pour l'invention démocratique. Rancière diagnostique dans nos démocraties consensuelles une disparition de la politique. L'argument est le suivant : le consensus est déjà un partage du sensible, pour que les individus et les groupes sociaux discutent entre eux pour parvenir à un accord raisonnable, il faut avant tout qu'ils soient identifiés en tant que sujets politiques. S'ils le sont, les parties sont présupposées. Il n'y a plus de place pour une part des sans-part, pour l'émergence d'une autre voix. Le fait le plus flagrant qui illustre nos démocraties consensuelles est l'usage des sondages. Tout le réel qui compte est quadrillé et montré, de sorte qu'aucune nouvelle figure ne peut émerger. Chacun est à sa place, dans une case particulière qui correspond à sa fonction dans la société, et se voit offrir l'image de lui-même et l'opinion qu'il a par le fait d'être à cette place. Les parties surnuméraires, les sans-parts, les identités excédentaires n'y sont pas admises.